

Bruxelles, le 6 juin 2019
(OR. en)

9878/19

SOC 406
EMPL 303
ECOFIN 537
EDUC 255

NOTE

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Aspects horizontaux du Semestre européen 2019 relatifs aux questions sociales et à l'emploi - Débat d'orientation

Les délégations trouveront ci-joint une note d'orientation de la présidence présentant le contexte dans lequel s'inscrit le débat d'orientation et balisant celui-ci, ainsi qu'une série de questions que les ministres examineront lors de la session du Conseil EPSCO du 13 juin 2019.

**Débat d'orientation sur les aspects horizontaux du Semestre européen 2019
relatifs aux questions sociales et à l'emploi**

Conseil EPSCO, 13 juin 2019

Le cycle du Semestre: une balise pour une croissance durable et inclusive en Europe

Le paquet "Semestre européen 2019" confirme que l'Union européenne continue de connaître une croissance sur le plan économique et de l'emploi. Fin 2018, plus de 230 millions de personnes occupaient un emploi dans l'UE, et le taux de chômage poursuit son recul pour s'établir à présent bien en deçà du niveau d'avant-crise. De même, ayant atteint 73,1 % en 2018, le taux d'emploi approchera probablement l'objectif de 75 % fixé dans la stratégie Europe 2020.

Par ailleurs, le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale diminue. Fin 2017, ce risque concernait 4,2 millions de personnes de moins qu'en 2008. Bien que la route menant à l'objectif de la stratégie Europe 2020 visant à réduire de 20 millions le nombre de personnes touchées par la pauvreté ou l'exclusion sociale soit encore longue, des progrès en ce sens ont été réalisés et la situation semble s'améliorer rapidement.

Tous les États membres ne profitent cependant pas dans la même mesure de cette conjoncture favorable.

Le Semestre européen joue un rôle central dans la coordination et le suivi des politiques économiques et sociales dans l'Union européenne, et pour ce qui est d'aider les États membres à atteindre les objectifs fixés dans la stratégie Europe 2020. Dans le cadre du Semestre européen, les réformes structurelles ont soutenu la croissance inclusive et l'emploi, tout en facilitant la réduction des déséquilibres macroéconomiques. L'intégration du socle européen des droits sociaux dans le Semestre européen depuis 2018 pourrait soutenir encore plus ce processus, en favorisant une convergence vers le haut qui conduise à l'amélioration des conditions de vie et de travail.

L'adoption de l'examen annuel de la croissance (EAC) 2019 a donné le coup d'envoi de l'actuel cycle du Semestre européen. Les priorités inscrites dans l'EAC sont étroitement liées et se renforcent mutuellement, sous-tendant la nécessité d'une approche intégrée au niveau national et de l'UE, afin de garantir une croissance inclusive et un développement économique durable, améliorant la situation socioéconomique dans son ensemble. L'accent a aussi été particulièrement mis sur la nécessité d'investissements fondés sur la situation spécifique au niveau national et régional.

La stratégie Europe 2020: les objectifs de croissance intelligente, durable et inclusive pour la décennie en cours.

La stratégie Europe 2020 fixe des objectifs ambitieux dans les domaines de l'emploi, de la recherche et développement, du changement climatique et de l'énergie, de l'éducation, de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

La réalisation de ces objectifs a connu des résultats mitigés. L'objectif d'un taux d'emploi de 75 % pourrait être atteint en 2020. La situation sociale a clairement progressé; toutefois, comme indiqué plus haut, il restera difficile de diminuer de 20 millions le nombre de personnes menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale, et le résultat final dans ce domaine sera fonction des perspectives économiques générales.

Bien qu'ils relèvent de différents domaines, les objectifs de la stratégie UE 2020 sont tous liés entre eux. L'accès à une éducation et une formation de qualité est fondamental pour permettre aux personnes d'accéder au marché du travail. Dans le même temps, l'objectif de la stratégie Europe 2020 pour la recherche et développement est étroitement lié aux objectifs en matière d'éducation et d'emploi. D'une part, la recherche et développement peut aboutir à la création d'emplois et favoriser l'employabilité et la productivité en fournissant les compétences et les technologies nécessaires; d'autre part, les nouvelles technologies pourraient également entraîner de nouvelles évolutions sociétales et transformations du marché du travail.

Le Semestre européen, tout en suivant les progrès réalisés sur la voie des objectifs fixés dans la stratégie UE 2020, fournit également un cadre pour l'analyse et l'affirmation du lien étroit que présentent ces objectifs. Cela restera un élément essentiel pour la coordination des réformes des politiques sociales et du travail.

La voie à suivre: la place essentielle des politiques sociales et du travail dans le processus du Semestre européen

Chaque année, les États membres s'engagent à mettre en œuvre des réformes structurelles visant à créer des conditions qui soient de nature à renforcer la participation au marché du travail, à promouvoir les initiatives de perfectionnement et de reconversion professionnels et à garantir l'inclusion sociale et économique pour tous.

Si les femmes et les travailleurs âgés ont été les principaux moteurs de la croissance récente de l'emploi, leurs taux d'emploi restent en deçà de la moyenne. Dans le même temps, le nombre de travailleurs pauvres est élevé et en augmentation dans plusieurs États membres, et de fortes inégalités salariales persistent. Le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale demeure problématique, en particulier pour les travailleurs peu qualifiés, les enfants, les personnes handicapées et les personnes issues de l'immigration. Il importe donc que les problèmes sociaux et du marché du travail restent au cœur du Semestre européen et que l'on s'y attaque conformément aux lignes directrices pour l'emploi et au socle européen des droits sociaux. Faire en sorte que tous les citoyens profitent dans la même mesure de la bonne conjoncture économique renforcerait la durabilité de l'économie, la confiance dans l'Union européenne et le soutien aux valeurs européennes communes.

Le Semestre européen: un instrument de référence pour la future coordination des politiques européennes

Les recommandations par pays, dont la mise en œuvre est au cœur du processus du Semestre européen, abordent les principaux problèmes économiques, sociaux et en matière d'emploi. Les taux de mise en œuvre s'améliorent au fil des ans, les réformes prenant habituellement du temps pour entrer en vigueur. De ce fait, seuls 30 % des recommandations par pays pour la période 2011-2018 ont connu des progrès nuls ou limités, alors que 26 % d'entre elles avaient été intégralement ou substantiellement mises en œuvre. En améliorant encore la mise en œuvre des réformes, le Semestre européen peut devenir un instrument de coordination des politiques encore plus efficace dans l'ensemble de l'Union européenne, contribuant à une plus grande cohésion entre les États membres et à une meilleure performance générale de l'UE.

Il est donc essentiel de s'attacher à accroître les taux de mise en œuvre des recommandations par pays en s'informant mutuellement sur les problèmes communs et sur les bonnes pratiques mises en œuvre pour les résoudre, ainsi qu'en assurant un suivi effectif des évolutions et en renforçant le dialogue à tous les stades avec les partenaires sociaux et autres acteurs concernés, au niveau national et de l'UE. Il est par ailleurs indispensable de soutenir les efforts de réforme au moyen de financements appropriés, en faisant un usage efficace des fonds structurels, notamment le FSE et le FSE+.

Dans ce contexte, et à titre de contribution pour le Conseil européen, les ministres sont invités à répondre aux questions suivantes:

1. *Le Semestre européen constitue-t-il un instrument efficace pour faire en sorte que les États membres améliorent de manière coordonnée leurs résultats sur le plan social et en matière d'emploi, notamment en atteignant les objectifs fixés dans la stratégie Europe 2020?*
 2. *Quelles autres adaptations pourrait-on apporter au processus du Semestre pour en renforcer la dimension sociale, notamment en veillant à ce que les considérations d'ordre social soient dûment prises en compte dans les autres domaines d'action?*
 3. *À l'aide de quelles mesures les États membres pourraient-ils accroître l'appropriation du Semestre européen pour améliorer la mise en œuvre effective et coordonnée des recommandations par pays et des réformes nationales?*
-